



UNION FEDERALE CGT DIR - Est

10 - 16 PROMENADE DES CANAUX BP 82120
54021 NANCY CEDEX

TÈL/FAX : 03 83 50 97 84 E MAIL : CGT.CGT.SYNDICATS.OH.DIRE@I-CARRE.NET

Déclaration liminaire – CGT DIR-EST

à la F3SCT du 18 déc. 2025

Suite au décès de notre collègue Laure ZYGMANIAK, victime d'un crime terrible devant son domicile en venant prendre son service au CEI de LA VEZE ; La CGT DIR-Est souhaite ouvrir cette instance en exprimant **sa profonde colère, son immense tristesse et sa solidarité sans réserve, suite à ce féminicide.**

La CGT tient à rappeler son soutien à ses collègues du site de LA VEZE , agents, personnels de bureaux et d'encadrement, ses amis-es tous une nouvelle fois durement éprouvés par la disparition brutale d'une collègue de travail (réf. les décès sur la RN5 agents du CEI de Poligny).

Nous vous demandons de bien vouloir honorer sa mémoire, par respect pour sa famille et en particulier pour sa maman qui a été affectée au service RH de la DIRE.

En conséquence, M. le directeur La CGT vous demande, de bien vouloir faire respecter une minute de silence au début de cette instance.

Notre collègue **Laure Zygmianiak**, agente au CEI de LA VEZE, embauchée dans le corps des AEP le 1er septembre 2024 n'a pas perdu de temps pour s'intégrer dans son équipe de travail. En peu de temps elle était devenue, comme ses collègues plus anciens, une professionnelle reconnue et respectée.

Nous exprimons une solidarité totale envers sa famille, ses proches, ses collègues. Nous sommes bouleversé-es, indigné-es, révolté-es.

Nous demandons que toute la lumière soit faite, que la justice passe, et que l'administration accompagne pleinement l'ensemble des agent-es touché-es par ce drame par un suivi des assistant-es sociaux.

Nous refusons que Laure soit un nom de plus dans une liste déjà beaucoup trop longue de féminicides souvent inexpliqués et inexplicables.

La CGT DIR-Est réaffirme avec force que les **fémicides sont un fléau national**, un problème systémique qui touche l'ensemble de la société , une réalité intolérable que rien ne peut justifier.

Nous refusons la banalisation, le silence, le détournement du regard.

Nous refusons que l'on considère ces violences comme des faits divers.

Nous refusons que les victimes soient oubliées.

Nous exigeons :

► Un accompagnement des équipes du CEI de LA VEZE et un suivi régulier du dispositif mis en place au niveau du SREI-FC

- Une écoute structurée et multidisciplinaire des agent-es en difficultés et qui se sentent menacés avec des moyens dédiés : personnel social, personnel médical, encadrement formé...
- La possibilité de déroger aux Lignes Directrices de Gestion (LDG) pour déplacer, avec son accord, une personne qui se sentirait menacé dans sa vie privée. Afin de ne plus être exposée au risque.

Aujourd’hui, l’heure n’est plus aux discours, ou aux messages de soutiens que la CGT juge néanmoins tardifs mais à la lutte pour faire évoluer ce service :

Nous refusons , à la DIRE, la banalisation des violences de toute nature faites aux femmes. Les bases de la politesse doivent être parfaitement maîtrisées par l’ensemble de la chaîne hiérarchique. Ce qui est loin d’être la pratique en 2025...

CHACUN-E MÉRITE LE RESPECT DANS SA VIE PRIVÉE MAIS AUSSI SUR SON LIEU DE TRAVAIL

Les féminicides ne sont pas des faits divers.

Ce sont des crimes qui découlent de systèmes à dominantes patriarcales que notre société laisse trop souvent prospérer.

Et dans la fonction publique comme ailleurs, nous exigeons :

En matière de harcèlements :

- Zéro tolérance,
- Zéro silence,
- Zéro complaisance,

Par ailleurs, pour la CGT la reconnaissance de tout travailleur passe par :

- Des salaires corrects et donc une revalorisation significative du point d’indice et des salaires des contractuels,
- Une réelle reconnaissance de la carrière des personnels et un accès pour tous à un corps supérieur avant la retraite,
- Des conditions de travail correctes et pleinement sécurisées par notre employeurs : recrutements massifs tous corps confondus...

La dangerosité des métiers de la route : une réalité que plus personne ne peut ignorer

Les métiers de l’exploitation et de l’entretien routier sont parmi les plus exposés du service public.

Chaque jour, les agents de la route interviennent **au bord de voies dangereuses**, au contact de d’usagers de moins en moins responsables, sous des contraintes météorologiques extrêmes, au service de la sécurité de tous.

Pourtant, malgré les alertes répétées, malgré les remontées du terrain, **la prévention, les effectifs, les moyens matériels et humains restent dramatiquement insuffisants tant en encadrants qu’en effectifs sur le terrain ou dans les bureaux.**

La multiplication des **accidents de service routiers**, parfois graves, parfois mortels, démontre l’urgence absolue d’une politique publique ambitieuse pour protéger celles et ceux qui protègent les usagers.

Nous le répétons :

► Aucun agent fonctionnaire ou contractuel, ne doit risquer sa vie pour accomplir sa mission.

Pour l'exploitation du réseau dans de meilleures conditions : Nos demandes immédiates - non négociables

La CGT DIREST exige :

1. Des mesures immédiates de sécurité pour les agents de la route

Renforcement des protections physiques et signalisation renforcée des véhicules d'intervention.

Aucune intervention par un agent isolé.

Effectifs suffisants pour éviter les interventions en sous-dotation.

Réévaluation des procédures d'intervention en situation de danger avec présence systématiques des services de police ou gendarmerie.

2. Une prise en compte réelle des risques psychosociaux

Détection et suivi renforcé des situations d'exposition au danger

Reconnaissance pleine et entière de la pénibilité et des risques du métier

3. Une politique interne exemplaire contre les violences sexistes et sexuelles

Dispositifs d'alerte accessibles, efficaces et protecteurs

Engagement clair de tolérance zéro

Formations obligatoires pour toutes les chaînes hiérarchiques

Soutien sans faille aux victimes et témoins

Nous ne voulons plus pleurer nos collègues.

Nous ne voulons plus rendre hommage à celles et ceux tombés en accomplissant leur mission.

Nous ne voulons plus voir nos agent-es victimes de violences au travail et dans la vie,

La CGT DIRE portera ces exigences **avec détermination, sans concession, sans silence.**

Parce qu'aujourd'hui protéger les agents n'est plus une option

c'est un devoir de l'Etat.

